



Toutes et tous massivement en grève le 16 novembre dans les services, contre la politique de casse des droits des travailleurs (du privé comme du public) par le gouvernement Macron !

Un constat s'impose : le gouvernement Macron livre une attaque majeure, sans précédent, contre les droits des travailleurs du public et du privé. Aux réformes se succèdent de nouvelles annonces de réformes, visant toutes à liquider nos conquêtes sociales :

- **les ordonnances**, qui portent un coup majeur au code du travail et aux droits collectifs des salariés : accords dérogatoires pour liquider les accords de branche, facilités accrues pour licencier, fusion/liquidation des instances représentatives du personnel...

Des ordonnances que les récents décrets sont encore venus aggraver : près de 50% de délégués en moins pour les entreprises de moins de 300 salariés, le vote à main levée pour le référendum dans les entreprises de moins de 20 salariés...

Des mesures qui, à terme, ne manqueront sans doute pas d'être transposées dans la fonction publique !

- **l'attaque contre l'assurance chômage et la formation professionnelle**, au détriment de celles et ceux qui en ont le plus besoin,
- **l'attaque contre nos salaires**, avec l'augmentation de la CSG ou le retour de la journée de carence, alors que nous subissons depuis des années de gel du point d'indice,
- **l'attaque contre la sécurité sociale et la santé**, avec 3 milliards d'euros en moins dans le budget, et 30% de soins jugés « inutiles » qui ne seront plus remboursés !
- **l'attaque contre les services publics**, avec 120 000 postes supprimés ! Les DIRECCTE, confrontées à un nouveau plan social, sont déjà exsangues, avec une diminution de 20% en 10 ans, passant de 9 826 à 7 983 ETP, et on va encore supprimer 239 emplois au ministère du travail en 2018.

Chacun comprend à qui profite cette politique lorsque, dans le même temps, les cadeaux pour le patronat se multiplient : suppression de l'Impôt sur la Fortune, pérennisation des 40 milliards d'euros de cadeaux du crédit impôt compétitivité...

Il est grand temps de mettre un coup d'arrêt à cette politique de liquidation des acquis sociaux alors que les discussions sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale sont en cours au Parlement et avant le vote de la loi de ratification des ordonnances !

Les syndicats CGT-CNT-FO-FSU-SUD du ministère du travail vous appellent à la grève le 16 novembre 2017 pour :

- l'abrogation des ordonnances Travail ;
- l'arrêt des suppressions de postes, du plan social en cours au ministère du travail et des transferts de missions ;
- des recrutements statutaires à hauteur des besoins pour un service public du travail et de l'emploi au service des travailleurs, avec ou sans emploi ;
- l'arrêt des attaques contre notre salaire : abrogation du RIFSEEP, abrogation de la CSG, maintien du salaire socialisé pour financer la protection sociale collective, augmentation de 16% du point d'indice (perte de valeur du point depuis 2000), intégration de toutes les primes dans le traitement, et une revalorisation des bas salaires ;
- l'arrêt du gigantesque plan social que constitue la suppression de 40% des contrats aidés.